

## Les pérégrinations d'un modèle géographique (1965-2002)

Christian Lamouroux

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/7953>

DOI : 10.4000/etudesrurales.7953

ISSN : 1777-537X

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 263-271

### Référence électronique

Christian Lamouroux, « Les pérégrinations d'un modèle géographique (1965-2002) », *Études rurales* [En ligne], 161-162 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2004, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/7953> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.7953

---

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=ETRU&ID\\_NUMPUBLIE=ETRU\\_161&ID\\_ARTICLE=ETRU\\_161\\_0263](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_161&ID_ARTICLE=ETRU_161_0263)

---

## Les pérégrinations d'un modèle géographique (1965-2002)

par Christian LAMOUREUX

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2002/1-2 - N° 161-162

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-1427-0 | pages 263 à 271

---

Pour citer cet article :

—Lamouroux C., Les pérégrinations d'un modèle géographique (1965-2002), *Études rurales* 2002/ 1-2, N° 161-162, p. 263-271.

---

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# LES PÉRÉGRINATIONS D'UN MODÈLE GÉOGRAPHIQUE (1965-2002)

Christian Lamouroux

COMME POUR TOUTES LES THÉORIES qui ont exercé une influence durable sur différentes disciplines, il existe plusieurs entrées possibles pour étudier le modèle des « macrorégions » chinoises élaboré par George William Skinner, professeur d'anthropologie à Stanford<sup>1</sup>. Étant moi-même sinologue, je m'intéresserai naturellement à l'impact des travaux de Skinner sur la corporation des historiens de la Chine. Je précise donc le titre de mon intervention en disant que ce qui m'importe ici, c'est la façon dont les historiens se sont approprié ce modèle géographique.

Ce n'est pas la première fois que je parle de ce modèle devant des géographes, en particulier devant Marie-Claire Robic. Pourtant, autant le dire d'entrée, un élément nouveau permettra de renouveler quelque peu mon propos. Il ne vous aura pas échappé en effet que les dates du titre signalent un début et une fin : autrement dit, on peut raisonnablement penser que le paradigme s'efface. C'est le cas, en fait, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. D'ailleurs, depuis que j'ai choisi ce titre pour participer à cette journée d'études, j'ai pu lire un gros article paru dans le numéro de janvier 2002 de *Modern*

*China* (28/1, pp. 79-143) sous le titre « Origins and evolution of a geographical idea. The macroregion in China ». Son auteur, Carolyn Cartier, est on ne peut plus claire. Elle écrit dès son introduction que « le crédit permanent du concept de macrorégion a enfermé les études chinoises dans des perspectives théoriques désormais démodées en géographie ». L'heure de l'embaumement et des bilans semble bel et bien avoir sonné.

Je me propose de rappeler ce qu'est ce modèle, après avoir évoqué le contexte dans lequel il a été élaboré et reçu. Je dégagerai ensuite les manifestations de son triomphe au milieu des années quatre-vingt, lorsque Skinner est élu président de l'AAAS (American Association for Asian Studies). Puis j'indiquerai, en conclusion, quelques pistes susceptibles de rendre compte de l'effacement progressif des macrorégions, quinze ans après leur consécration.

## Une approche historique et régionale sino-centrée

Durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, l'histoire de Chine a dû, en dehors du cercle étroit des spécialistes, se refondre dans la défense de l'identité des cultures extra-européennes. Le discours savant s'est aplati, si j'ose dire, pour se mettre au service d'une approche culturaliste dont le mérite a été de contribuer à limiter les effets pervers de l'idéologie européenne du progrès universel. Cependant, face aux historiens

---

1. À quelques formulations près, ce texte reprend la communication présentée lors de la journée d'études organisée le 21 mars 2002 par le groupe de géographie sociale de l'EHESS autour du thème « Formes de savoirs géographiques : des monographies aux lectures de la régionalisation ».

qui considéraient que l'histoire était uniquement celle du dynamisme de l'Occident, la Chine n'était plus qu'une civilisation. Celle-ci donnait une identité de longue durée à une vaste aire géographique, et était censée expliquer les caractéristiques et les difficultés de la nation chinoise en construction.

L'alternative dynamique à cette vision culturaliste a été formulée en termes de réponse : celle que la Chine était capable d'opposer à l'agression occidentale depuis 1840. Cette vision a été largement élaborée par les révolutionnaires chinois eux-mêmes, nationalistes ou communistes. Leur réécriture de l'histoire chinoise était destinée à mettre en perspective leur rôle face aux défis de la modernisation imposés par l'Occident. Cette modernisation du corps politique et de la société dépendait de la vitalité que manifesterait la vieille civilisation chinoise, endormie et immobile, pour se transformer, sous l'effet d'un choc extérieur qui avait apporté deux valeurs universelles : la science et la démocratie. À l'impact violent de l'agression répondait le réveil brutal et salutaire d'une société qui puisait dans son histoire les ressources nécessaires à sa réaction : on retrouvait au centre de la scène historiographique de la Chine moderne l'histoire des causes de l'engourdissement chinois et de la mobilisation des ressources susceptibles d'assurer son réveil.

Cette problématique est restée dominante au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale : elle a servi de cadre à la montée en puissance de l'historiographie américaine sur la Chine, nouveau centre de gravité des études asiatiques en Occident depuis 1945. Pourtant, on peut penser que cette problématique réductrice s'est compliquée dès 1949, avec l'avènement de la Chine

populaire. Dans le contexte de la guerre froide qui s'installait, la Chine était brutalement devenue une réalité politique et sociale complexe, à part entière. Le « malade de l'Asie » était même considéré désormais comme dangereux, aussi convenait-il, pour le traiter, de convoquer à son chevet les méthodologies des sciences sociales : la Chine était analysée par des démographes, des économistes, des anthropologues, des sociologues. Or, on le sait, pour valider leur prétention scientifique, les sciences sociales ne peuvent se contenter de décrire : elles doivent expliciter leurs méthodes, justifier la simplification des approches qui permettent la collecte des données et leur agrégation, définir les limites de validité de leur interprétation. Tout fait, répètent-elles obstinément, est une construction, et il est nécessaire d'en rendre compte.

Ce contexte général a eu deux conséquences sur la recherche historique :

- 1) il devenait possible pour elle d'utiliser les données fournies par les sciences sociales et les analyses ;
- 2) elle devait, donc, partir des mécanismes internes à la société, en centrant son attention sur les processus eux-mêmes.

Ce sont là les raisons qui ont incité les chercheurs travaillant sur la Chine à redéfinir le cadre spatial de leurs études. Dans la mesure où il devenait difficile d'aborder les processus à l'échelle du territoire unifié de l'État chinois, empire ou nation moderne, la question se posait de savoir si l'unité politique du territoire, qui avait longtemps servi d'unique référence à l'approche historique, n'avait pas occulté les fonctionnements réels de la société chinoise. L'approche régionale de l'histoire chinoise s'est imposée dès lors qu'a été reconnue la nécessité

d'appliquer à une histoire sino-centrée les méthodes propres aux sciences sociales; parallèlement, ces dernières devaient fournir les outils conceptuels pour concilier la vision globale de la Chine et l'analyse fragmentée de ses régions.

L'intérêt pour les réalités régionales existe depuis longtemps en Chine. Les historiens peuvent s'appuyer sur des monographies locales, régulièrement compilées par les fonctionnaires impériaux, depuis le VIII<sup>e</sup> siècle surtout : elles sont à l'évidence indispensables à toute reconstruction régionale de l'histoire. Mais se limiter à cette seule approche locale condamne à une vision aussi tronquée que la précédente. L'espace national d'aujourd'hui, tout comme l'empire d'hier, n'est pas simplement la somme des espaces régionaux. En fait, l'historien de la Chine doit impérativement prendre en compte la tension permanente entre deux échelles : celle du territoire immense où s'est élaborée et affirmée la vocation politique de l'État; celle du cadre régional dans lequel son administration a organisé la diversité des communautés linguistiques, sociales, culturelles et économiques.

C'est incontestablement le modèle des macro-régions de Skinner qui, dès la fin des années soixante, a proposé pour la première fois une explication cohérente de l'organisation économique et sociale de l'empire chinois tout en permettant de centrer l'analyse sur les fonctionnements de chaque composante régionale. Je vais essayer de mettre en évidence son pouvoir d'attraction.

### **La nouveauté des analyses de Skinner et la construction du modèle**

Le modèle des macrorégions combine deux approches théoriques : la théorie des lieux centraux et l'analyse régionale. En 1964-1965, Skinner

commence par publier un volumineux article sur l'organisation des marchés dans le Sichuan, en s'appuyant en partie sur une enquête de terrain menée en 1949<sup>2</sup>. Il traite les résultats de cette enquête sur la base de la théorie des lieux centraux qu'il enrichit en l'adaptant au cas chinois<sup>3</sup>.

Il pense les rapports ville-campagne comme un continuum et non plus comme une coupure puisqu'il considère le village comme un élément d'un système commercial intégré : l'aire de marché. C'est cet espace qui dessine l'horizon social du villageois. Il construit sur cette base sociale et commerciale une hiérarchie de lieux centraux à trois échelons (marché central, intermédiaire et standard) qui constituent le système du marché local. La distribution spatiale des lieux centraux repose sur deux principes de rationalité économique :

- 1) le seuil de la demande, déterminé par le pouvoir d'achat par unité de surface;
- 2) la portée d'une marchandise, déterminée par le coût du transport.

Ainsi la théorie des lieux centraux permet-elle à Skinner de distinguer une double hiérarchie, économique et administrative, et de dégager des structures non administratives qui concentrent un réel pouvoir social ou politique dans les cités administratives.

2. Skinner a rappelé qu'en fait cet article avait été rédigé alors qu'il avait perdu l'ensemble de ses notes en quittant précipitamment la Chine en 1949.

3. Marie-Claire Robic a remarquablement présenté l'œuvre théorique de Christaller dont s'inspire Skinner dans « Walter Christaller et la théorie des "lieux centraux" : die zentralen Orte in Süddeutschland (1933) », in B. Lepetit et C. Topalov eds., *La ville des sciences sociales*. Paris, Belin, 2001 : 151-189.

Dès lors la voie était ouverte à l'élaboration d'une typologie différenciée des cités et des structures sociales urbaines, indépendante de la typologie administrative. C'est autour de ces nouveaux thèmes qu'en 1968 fut organisée une conférence qui devait donner naissance à son maître livre, les actes du colloque publiés seulement en 1977 sous le titre *The city in late imperial China*. Skinner a rédigé plus du quart des 820 pages. Grâce à des données d'histoire économique, il y reprend la théorie des lieux centraux pour rendre compte de la structure spatiale de l'ensemble de la Chine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il met ainsi en évidence une hiérarchie à 8 échelons des lieux centraux : marché standard (15 à 30 villages sur 50 km<sup>2</sup>, environ 15 000 foyers), marché intermédiaire, marché central, ville d'importance locale, ville locale supérieure, ville d'importance régionale, métropole régionale, métropole centrale.

Or, Skinner fait deux constatations :

- 1) les systèmes urbains, construits sur la base de cette hiérarchie, forment des aires de marché intégrées ;
- 2) ils forment cependant des ensembles discontinus à l'échelle de l'empire.

Ces systèmes représentent en fait l'ossature d'entités fonctionnelles à forte assise géographique, à savoir les 9 macrorégions dont la taille et les limites ne coïncident pas avec les provinces. Skinner s'efforce donc d'expliquer l'intégration fonctionnelle de chaque macrorégion et la discontinuité des systèmes entre eux. Il entreprend ainsi de reconstituer une géographie économique et administrative de l'empire, susceptible d'explicitier l'articulation entre le réseau discontinu des systèmes urbains et le réseau administratif nécessairement continu.

#### LES SYSTÈMES RÉGIONAUX : DES ENSEMBLES INTÉGRÉS ET DISCRETS

Skinner définit chaque structure régionale à partir d'indicateurs économiques : le réseau des transactions, déterminé par leur coût principal, la distance économique ; l'importance des flux de marchandises qui révèlent les points de concentration et les cœurs des régions économiques ; la densité de population qui conditionne la concentration des ressources et le pouvoir d'achat, deux facteurs fixant le seuil de la demande, et donc une distribution différenciée des ressources économiques.

Selon lui, les facteurs géographiques expliquent les déformations du modèle des lieux centraux : le réseau hydrographique implique une localisation des lieux centraux de même niveau hiérarchique le long des voies d'eau ; plus généralement, la stabilité des systèmes régionaux est assurée par le socle géographique que représentent les bassins de drainage des grands fleuves.

Les 9 macrorégions sont ainsi fortement différenciées par leur fonctionnement économique et leur singularité géographique. Chaque région est divisée en une zone centrale où sont concentrées les ressources (terre, population, capitaux), et une zone périphérique où ces ressources s'amenuisent. Sans surprise, les zones centrales se confondent presque toujours avec les vallées des fleuves qui constituent les axes de transport décisifs, et facilitent la construction de voies terrestres ou de canaux. La hiérarchie urbaine s'organise autour d'un ou plusieurs pôles situés dans la zone centrale.

#### LES HIÉRARCHIES ÉCONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES

Chaque centre régional apparaît à la fois comme un des nœuds du réseau de la circulation des

marchandises, des crédits et des informations, et, par conséquent, comme une place propice au prélèvement fiscal. On comprend dès lors que puisse apparaître une double hiérarchie :

- celle que met en place et contrôle la bureaucratie, c'est-à-dire la structure formelle, nécessairement continue, de l'État préoccupé de contrôle et de prélèvement ;
- celle qui organise la production et la circulation des richesses, c'est-à-dire la structure informelle de la société, déterminée par l'économie et la géographie.

Skinner constate ainsi que la coïncidence des deux hiérarchies est importante sans être systématique. Un système administratif de codage des postes, chargé de caractériser chaque circonscription, articule d'ailleurs la hiérarchie administrative des villes sur la hiérarchie économique informelle. En fait, d'après lui, les priorités des autorités sont de deux ordres : soit qu'elles privilégient l'aspect stratégique du territoire, ce qui se traduit par une concentration du pouvoir et une réduction du nombre des niveaux administratifs ; soit qu'elles privilégient l'aspect fiscal, ce qui se traduit par un grand nombre de sous-divisions organisant un maillage resserré. Cette distinction se retrouve facilement au niveau spatial puisque la première préoccupation caractérise la périphérie, et la seconde le centre.

On est maintenant en mesure de préciser les éléments qui de ce modèle des macrorégions ont fait un savoir partagé par une communauté scientifique et ce, pendant près de vingt ans. Ce paradigme s'est construit selon trois axes. Il a représenté une des voies de l'intégration des sciences sociales dans le champ des études chinoises en abordant cet espace à partir de l'organisation territoriale et des processus de

localisation. Dans le champ des études historiques, il est venu combler une attente (ce sont les deux autres axes) : il s'appuyait sur une vision auto-centrée de l'histoire chinoise ; il permettait le glissement d'une approche centrale de l'histoire de l'empire, qu'imposent souvent les sources, vers une histoire régionale décentralisée. En d'autres termes, le modèle s'adressait naturellement aux historiens.

### **Villes, macrorégions et histoire**

L'analyse historique doit considérer la macrorégion comme un cadre bien plus pertinent que tout découpage administratif de niveau provincial. En effet, souligne Skinner, la principale préoccupation des découpages administratifs est d'éviter la coïncidence entre hiérarchie administrative et hiérarchie économique : il s'agit tout simplement pour les autorités centrales d'éviter la collusion entre le réseau administratif et le réseau des élites locales et commerciales. Dans ces conditions, les variations spatiales à l'intérieur d'une province traduisent surtout l'hétérogénéité de systèmes qui ont été précisément associés afin de ne pas coïncider. En outre, c'est dans le cadre des macrorégions que se perçoivent le mieux les caractéristiques régionales de la Chine agricole : capacités de production, savoirs techniques, modes de transport. L'approche de l'histoire par les systèmes macrorégionaux est ainsi la seule qui part du caractère régional de l'action humaine dans un État pré-industriel.

Skinner définit progressivement un programme de recherche pluridisciplinaire :

- il est nécessaire de mettre en évidence les décalages dans le développement économique entre régions, ce que rend possible l'étude du



décalage entre les systèmes urbains, repérable grâce aux changements survenus à l'intérieur de la hiérarchie fonctionnelle ;

- il faut préciser le processus de longue durée qui a permis la constitution des systèmes urbains sur le plan intrarégional. Celui-ci s'organise en fonction de deux modèles : l'extension progressive de l'arrière-pays d'un lieu central, ou bien l'intégration d'économies initialement autonomes dans un réseau.

Pour les historiens, seule l'approche macro-régionale de l'histoire chinoise permet de rendre compte à chaque période des changements intervenus dans la réalité « naturelle » du réseau économique : les modifications du réseau administratif n'en sont qu'une conséquence. La corporation peut s'approprier le modèle spatial des macrorégions. Et de fait, lorsqu'en 1985 Skinner traite de la « structure de l'histoire chinoise » – c'est le titre de son papier présenté lors de son élection à la présidence de l'AAAS – il peut déjà s'appuyer sur un ensemble de travaux historiques basés sur le découpage en macrorégions. Skinner et les historiens se répondent à l'unisson.

### **Les macrorégions : des réalités historiques**

Ce qui frappe dans l'article de 1985, c'est d'abord son organisation. Skinner commence son exposé par le rappel de travaux historiques qui illustrent des cycles de développement et de déclin de plusieurs régions chinoises. Le terme « lieux centraux » se trouve renvoyé en note, et le premier argumentaire géographique n'intervient qu'après dix pages consacrées aux différents cycles économiques régionaux : ceux-ci caractérisent les 9 macrorégions passées au demeurant au nombre de 10 – la région du Gan-

Yangzi a été ajoutée. Le modèle au repos que présentait le livre de 1977 est désormais dynamisé par ces cycles qui projettent tour à tour sur le devant de la scène historique une macrorégion : celle-ci occupe le sommet d'une hiérarchie interrégionale avant de décliner et de céder la place à une autre macrorégion.

Or, autant le modèle de 1977 était raffiné à l'excès, autant celui de 1985 se retrouve simplifié au point d'inciter Skinner à affirmer que « chaque économie macrorégionale a pris forme et a été totalement comprise dans une macrorégion géographique qui peut être définie en termes de bassin hydrographique » (p. 280). On n'est donc pas très loin de la théorie des bassins. C'est bien la vallée qui est le « centre » désormais et, plus précisément, ses basses terres réputées les plus fertiles du fait de leur centralité et de leur densité de population. Ce que Skinner appelle le processus « écologique » de la « société agricole traditionnelle » (p. 280) est si schématique que l'auteur oublie de mentionner que la mise en valeur de ces basses terres dans les vallées de Chine du Sud et la densification de leur peuplement sont passées par une organisation hydraulique complexe, la maîtrise de différentes techniques rizicoles, et une conquête quasi militaire dans des milieux hostiles.

Skinner a opéré là un glissement : ce qui justifie l'existence des macrorégions et leur autonomie ce n'est plus tant la théorie spatiale des lieux centraux, à peine mentionnée, que les cycles historiques qui affectent chaque macrorégion, ainsi légitimée comme unité pertinente de la géographie économique de l'empire. Inversement, la théorie s'est tellement imposée aux historiens que ceux-ci considèrent le



découpage en macrorégions comme le cadre naturel de leurs analyses.

Pour articuler historiquement ces cycles macrorégionaux entre eux, il faut qu'ils partagent une temporalité commune. Voilà pourquoi resurgit le cadre « vénérable » du cycle dynastique, seul susceptible d'imposer une vision globale. L'approche fonctionnelle, dont l'ambition était d'éviter la myopie des contemporains, nous ramène à la chronologie la plus traditionnelle de l'historiographie puisque Skinner écrit cette fois que « les mécanismes du modèle du cycle dynastique ont eu en général un effet synchrone sur le développement des cycles régionaux » (p. 281).

À son tour le cycle dynastique est, dit Skinner, « médiatisé par les cycles de développement macrorégionaux » (p. 284). Dès lors l'étude du lent processus qui marque la constitution des systèmes urbains ou leur réorientation dans l'ensemble des macrorégions constitue bel et bien la « structure de l'histoire chinoise ». Cette histoire doit donc être analysée, sur le modèle des lieux centraux, en fonction d'« une hiérarchie emboîtée d'histoires locales et régionales » (p. 288).

En bon président, Skinner tient aussi à préciser l'apport de son approche à ceux qui ne sont pas historiens. Les macrorégions

- permettent à ceux qui travaillent sur des microphénomènes sociaux de resituer leur recherche dans une structure d'ensemble ;
- mettent à la disposition des différentes problématiques des unités d'analyse spatiotemporelles d'amplitude assez importantes ;
- facilitent les comparaisons et en garantissent la rigueur ;
- replacent l'objet de l'étude dans une séquence pertinente sans risque d'invalidation méthodologique.

Bref, les macrorégions ont changé de statut : le modèle explicatif est devenu une réalité historique.

### **Effets pervers et effacement du paradigme**

Le triomphe du paradigme des macrorégions a encouragé deux grands types d'effets pervers : 1) la croyance à la pérennité anhistorique des macrorégions. Celles-ci ont perdu leur statut de cadre spatial fonctionnel pour devenir un cadre géographique, commode pour l'analyse historique ;

2) la tentation de juxtaposer des monographies régionales. Alors que Skinner prône « une hiérarchie emboîtée d'histoires locales et régionales », il est tentant de réduire l'analyse régionale à une décomposition du pays en ces unités fonctionnellement intégrées : les macrorégions.

Évidemment, cette hégémonie a entraîné des réactions et des critiques de la part des historiens, lesquelles se sont principalement développées dans deux directions :

1) la contestation de certains points de l'analyse de Skinner. On a, par exemple, montré que le modèle de la communauté villageoise fermée était pertinent en Chine du Nord alors que Skinner le récuse globalement à partir du seul exemple du Sichuan. On lui a surtout reproché d'avoir négligé l'importance des échanges interrégionaux au profit de l'autonomie des macrorégions ;

2) la contestation des données et des méthodes statistiques utilisées pour asseoir des concepts flous, comme les limites entre macrorégions ou entre centre et périphérie à l'intérieur de chacune d'elles.

En fait, ces critiques témoignent d'une insatisfaction mais elles ne proposent guère de

modèle alternatif et, surtout, elles ne remettent pas en question les présupposés du modèle. J'évoquerai deux d'entre eux.

D'une part il faut souligner que c'est par une simple translation que le modèle passe de la logique microéconomique de l'exploitation familiale – à l'œuvre dans l'aire de marché dessinée par les places centrales – à la logique macroéconomique du marché à l'échelle de l'empire. La force du modèle est de proposer un lien, simplifié mais cohérent, entre le marché local et le système économique qui l'englobe. Ainsi, dans la mesure où, à quelque niveau que se situent les échanges, il n'existe entre eux aucune différence de nature, seule la distance économique, dont l'importance est amplifiée par la faiblesse technique des moyens de transport avant l'ère industrielle, détermine l'organisation spatiale de l'empire. Le modèle économique construit selon les logiques du commerce de détail est incapable de prendre en compte l'organisation du commerce de gros à long rayon, et donc de rendre compte des puissantes organisations marchandes et de l'économie des « intermédiaires » commerciaux.

D'autre part le facteur économique s'articule sur le facteur géographique : les macrorégions sont non seulement des régions économiquement intégrées mais l'instrument de leur intégration, le bassin fluvial, fait de chacune d'elles une région naturelle. Le trait s'est renforcé entre 1977 et 1985, on l'a vu. Ainsi, les processus historiques de formation de chaque région sont secondaires pour éclairer la mise en place des différences spatiales et justifier le couple centre-périphérie. Skinner fait en particulier l'économie d'une interrogation sur les raisons et les conditions qui expliquent historiquement le dé-

coupage en provinces, en préfectures et en sous-préfectures. Autrement dit, le paradigme ne s'intéresse pas aux représentations politiques, sociales ou géographiques de l'État. L'État se contente de réagir à ce que lui impose la société.

Dans quelle mesure ces présupposés peuvent-ils être abordés différemment? Les conditions sont-elles réunies aujourd'hui pour les contester? Je partirai d'un fait capital qui a modifié la donne, à savoir l'ouverture progressive de la Chine dans les années quatre-vingt. Elle a eu deux effets : elle a signifié le retour des chercheurs chinois au sein d'une communauté scientifique longtemps habituée à travailler sans eux ; elle a autorisé à nouveau les chercheurs étrangers à se rendre sur le terrain, ce qui a abouti à leur implantation dans des sociétés locales.

Sur le plan de l'analyse économique, plusieurs chercheurs chinois ont réfléchi à la singularité historique de l'organisation sociale du marché en Chine. Il est temps, d'après eux, d'étudier l'évolution des dynamiques économiques à l'échelle régionale en fonction de contextes sociaux précis. Par exemple, il est indispensable d'analyser les multiples combinaisons entre activités économiques et organisation sociale du travail qu'ont dû inventer des sociétés rurales dont les cultures primaires étaient différentes (blé, millet ou riz, avec simple ou double récolte) pour dynamiser leur production artisanale et commerciale, et soutenir ainsi une croissance démographique pluriséculaire. Tous ces historiens, dont les propositions arrivent alors qu'est remise en question l'universalité du modèle occidental de développement, cherchent en fait à caractériser ce dynamisme qui a été capable de créer des richesses considérables et très inégalement réparties, sans

déboucher pour autant sur un capitalisme marchand et, au-delà, sur une révolution industrielle. Grâce à eux, il devient légitime et possible de dépasser le marché local dont Skinner faisait « l'horizon social des villages »<sup>4</sup>. Quelle est en particulier la nature de ce marché ? On sait que certains réseaux, à forte base locale, étaient en mesure de mobiliser la production des exploitations familiales rurales dans des échanges qui dépassaient largement le marché local et se déployaient précisément entre les régions, c'est-à-dire l'espace dont Skinner soulignait l'atonie. Autrement dit, les villages et les bourgs peuvent occuper de multiples positions dans la chaîne des échanges et de l'organisation macroéconomique. Ce qui est abondamment démontré aujourd'hui, depuis que l'ouverture de la Chine a permis aux régions de diversifier leurs relations avec l'extérieur, depuis que le centre a autorisé simultanément tous les niveaux administratifs à entretenir des relations avec les activités économiques globales. L'attention doit donc se focaliser sur les processus qui, en permanence, conduisent à rétablir ou non une coïncidence entre les échelles administrative et économique.

Le travail de terrain à l'échelle locale montre que, comme partout ailleurs, le rapport au marché et, plus généralement, à la société est médiatisé par des représentations sociales, religieuses et politiques. Dans chaque village, dans chaque bourg, de multiples organisations étaient et sont toujours présentes, la plus puissante d'entre elles, l'administration locale des sous-préfectures, considérant comme son rôle d'intervenir sur les marchés et notamment d'organiser l'échange. Par conséquent, le marché ne dépend pas simplement du mécanisme de l'offre et de la demande,

et la distance économique ne règle pas à elle seule le marché local. L'affirmation récurrente du rôle de l'État par l'historiographie classique n'est pas simplement le résultat d'un parti pris centralisateur ou d'une myopie. Par exemple, l'État central et ses administrations locales ont toujours cherché à lutter contre les « accapareurs », ceux qui s'approprient les marchandises ou la monnaie, contrôlent la circulation des biens et détiennent ainsi un réel pouvoir social. Lorsqu'il en a eu les moyens, l'État a pesé sur les marchés des grains et des soieries, il est intervenu dans la chaîne du crédit, il a monopolisé des denrées à fort profit comme le sel ou le thé. De plus, l'État et ses représentants locaux peuvent avoir des intérêts, et donc des stratégies, distincts.

Dès lors perd singulièrement de sa force l'opposition à forte connotation libérale que proposait Skinner entre les espaces macrorégionaux naturels, découpés à la suite des échanges économiques dans la société, et les provinces, découpées par l'État. L'État est le grand absent du paradigme de Skinner et de l'historiographie américaine des trente dernières années. Le discours de nos collègues chinois et les observations que nous pouvons nous-mêmes faire sur le terrain laissent pourtant entrevoir qu'il est bien difficile de penser la société et les échanges en Chine, et donc la géographie économique, sans penser l'action de l'État.

4. Le lecteur aura constaté que ce numéro d'*Études rurales*, auquel ont largement contribué des chercheurs chinois, renouvelle de fait l'image des marchés locaux et de « l'horizon social des villages » ; elle constitue tout naturellement un contrepoint à celle que Skinner avait dégageé il y a un demi-siècle.